

Hérault

ARRETE MUNICIPAL N°2024/212

STATIONNEMENT D'UN VEHICULE DE DEMENAGEMENT

Le Maire de COURNONTERRAL:

- VU les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3, du Code des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire.
- VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-3 et R 411-25, Article L 115-1 du code de la voirie routière
- VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents ;
- VU la demande de Madame Jean Carole pour un déménagement au 38 grand rue.
- Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et faciliter les opérations de manutention relatives aux déménagements, il y a lieu de neutraliser provisoirement le stationnement dans la voie publique suivante :

38 GRAND RUE

ARRETE

ARTICLE 1: L'autorisation est donnée à Madame Jean Carole de stationner un camion de déménagement le 18/05/2024 de 08h00 à 18h00 au 38 grand rue, 3 places de parking seront neutralisées. Le stationnement sera interdit le temps du déménagement.

ARTICLE 2 : La responsabilité de Madame Jean Carole sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait de la conséquence de la présente réglementation.

<u>ARTICLE 3</u> Madame Jean Carole restera responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'existence et de l'exploitation des conduites, des canalisations et des ouvrages.

<u>ARTICLE 4</u> : Les demandeurs devront se conformer à toutes dispositions ou obligations réglementaires non prévues par le présent arrêté.

ARTICLE 5: Les demandeurs ne pourront, sous peine de sanctions, occuper le domaine public ou privé défini ci-après, qu'en possession du présent arrêté, ainsi que de l'éventuelle autorisation rectificative d'occupation.

ARTICLE 6: Les prescriptions au présent arrêté seront rappelées par la pose de barrières installées et un panneau d'interdiction de stationner sera mis en place par les Services Techniques de la Ville avec affichage de l'arrêté par Madame Jean Carole.

<u>ARTICLE 7</u>: Les demandeurs devront afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté et les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toutes réquisitions des Services de Police, de Gendarmerie et ceux de la Ville.

<u>ARTICLE 8</u>: Les infractions aux dispositions qui précédent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

<u>ARTICLE 9:</u> Madame Jean Carole devra informer le service de la Police Municipale de toutes modifications pouvant survenir durant la présente autorisation.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés,

ARTICLE 11: A défaut de respect des conditions ci énoncées, la présente autorisation est pour tout ou partie révocable à tout moment.

<u>ARTICLE 12</u>: Le Maire et les Agents de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13: Ampliation de cet arrêté sera transmise à

Au chef de la Police Municipale Au Service Technique Au Chef de corps des Sapeurs-Pompiers A Madame Jean Carole

> Fait à COURNONTERRAL, LE 13/05/2024 LE MAIRE, William ARS

> > Le 1er adjoint,

SOUND THE REAL TO SOUND TO SOUND THE REAL TO SOU

Monsieur le Maire cerune sous sa responsabilité le caracière exécutoire de cet acte et informe que **le l'insp**icte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressés au Meure ou d'un recours contended de l'entre dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
Cerufié exécutoire compte tenu de la publication à Cournonterval.

Le Ville

trrêtê nº 2024/212 le 13/05/2024